



COMPTE-RENDU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU MERCREDI 7 NOVEMBRE 2018

MEMBRES PRESENTS :

AGNIN	M. MONTEYREMARD
ANJOU	M. ROZIER
ASSIEU	M. MONNET (jusqu'au point n°8 inclus)
	Mme GRAVIER (à partir du point n°9)
AUBERIVES SUR VAREZE	M. CORTES
BOUGE CHAMBALUD	Mme FAYOLLE
CHANAS	M. GUERRY, Mme COULAUD
LA CHAPELLE DE SURIEU	M. GIRARD
CHEYSSIEU	M. BONNETON
CLONAS SUR VAREZE	M. VIALLATTE
LE PEAGE DE ROUSSILLON	M. SPITTERS, Mmes LHERMET, LAMY
	MM ROBERT-CHARRERAU, GABET
LES ROCHES DE CONDRIEU	Mme DUGUA
ROUSSILLON	M. DURANTON, Mme LAMBERT, MM. BEDIAT, PEY
SABLONS	Mme DI BIN
ST ALBAN DU RHONE	M. CHAMBON
ST CLAIR DU RHONE	MM. MERLIN, PONCIN
ST MAURICE L'EXIL	M. GENTY, Mmes CHOUCANE, CHARBIN, MM.
	CHARVET, MONDANGE
ST ROMAIN DE SURIEU	M. MOUCHIROUD
SALAISE SUR SANNE	M. VIAL, Mmes MEDINA, GIRAUD
SONNAY	M. LHERMET
VILLE SOUS ANJOU	M. SATRE

EXCUSES AVEC POUVOIR : Mme VINCENT à M. DURANTON, M. CANARIO à M. PEY, Mme KREDJIAN à Mme LAMBERT, M. LEMAY à Mme DI BIN, Mme GUILLON à M. MERLIN, M. GERIN à M. GENTY, M. PERROTIN à Mme MEDINA, M. TRAYNARD à M. CHARVET.

ABSENTE : Mme MASSON.

Monsieur Christian MONTEYREMARD a été élu secrétaire de séance.

Francis Charvet ouvre la séance du Conseil Communautaire. Aucune observation n'est formulée sur le compte-rendu de la séance du 19 septembre dernier. Il aborde ensuite les différents points de l'ordre du jour.

1 - Subventions.

Robert Duranton présente les différentes propositions de subventions formulées par le Conseil Communautaire.

1/ Mission locale de l'Isère Rhodanienne, la participation CCPR de 80 956,89 € s'établit à 1,53 € / habitant pour une population totale INSEE 2017 de 52 913 habitants.

Le fonctionnement de la MLIR suscite de réelles interrogations depuis quelques années : difficulté d'obtention des documents, fonctionnement relativement opaque... Le Bureau relève que la CCPR, en plus de la participation statutaire, supporte seule les loyers du site de Roussillon (23 616,40 € en 2017) et demande que ces frais soient intégrés dans le budget général de la MLIR. Pour 2018, le Bureau propose de déduire cette dépense de la participation 2018 ce qui ramènerait la subvention CCPR à 57 340,49 €. Le conseil communautaire est également appelé à approuver la convention qui accompagne le vote de la subvention.

-Francis Charvet note le caractère délicat de ce dossier avec un fonctionnement considéré comme peu satisfaisant de la mission locale en pays roussillonnais peut-être du fait des changements intervenus ces dernières années. La prise en compte dans le budget de la MLIR du coût du fonctionnement de l'antenne roussillonnaise aura pour effet de réduire le montant de la participation CCPR ; il précise qu'on pourrait également envisager de voter le montant demandé en 2018 et de ne faire appliquer la demande de la CCPR qu'à compter de 2019.

-Patrick Bediat rappelle l'importance des missions locales pour la jeunesse. Il n'a pas connaissance des difficultés de relations avec la MLIR, il rappelle les incertitudes pesant sur leur devenir avec les annonces de possible fusion avec Pôle Emploi ; il précise que les subventions publiques doivent être justifiées. Il n'est pas favorable à la proposition du Bureau pour 2018 puisqu'une telle décision interviendrait en fin d'exercice budgétaire mais il serait d'accord à partir de 2019.

-Francis Charvet rappelle que les sujets de mécontentement avec la MLIR durent depuis quelques années notamment lors du vote des modifications de statuts.

-André Mondange rappelle que la MLIR couvre le territoire de plusieurs EPCI et questionne sur le fait que la CCPR paye seule les locaux de l'antenne roussillonnaise. Francis Charvet répond que l'origine de la situation est ancienne et remonte à une époque où la CCPR voulait apporter des moyens supplémentaires; il est favorable à des répartitions proportionnelles à la population.

-Dominique Lhermet demande qui finance les locaux de Vienne.

-André Mondange propose de laisser les choses en l'état pour 2018 et de réviser la subvention en 2019.

-Francis Charvet relève qu'en 2019 la décision incombera au nouvel EPCI.

-Claude Lhermet note que les problèmes de communication des documents datent de plus de 3 ans, que la CCPR règle les dépenses générales plus celles de l'antenne de Vienne. Il estime que la position du Bureau est justifiée.

-Patrick Bediat rappelle qu'il ne faut pas mettre l'association en difficulté.

-Serge Rault précise que des incertitudes demeurent sur l'origine du financement des locaux principaux de la MLIR au vu des documents budgétaires en notre possession et qu'il serait intéressant d'avoir des informations complémentaires.

-Denis Chambon a un sentiment partagé sur cette question. Il confirme le ressenti négatif du fonctionnement de ces dernières années mais laisserait les choses en l'état pour 2018.

-Dominique Giraud met en avant le très bon travail effectué autrefois par la MIJIR. Elle regrette les dernières modifications des statuts qui ont eu pour effet de réduire fortement le nombre des délégués des EPCI au Bureau, donc d'élus pouvant s'impliquer dans le fonctionnement de l'association. La situation est dommageable pour les jeunes et les demandes d'éclaircissement de la CCPR apparaissent justifiées.

-A l'issue de ces échanges, le Conseil Communautaire décide de reporter l'examen de cette situation à une prochaine séance afin d'avoir connaissance des éléments d'informations actuellement manquants.

2/ Ecole de la 2nde chance.

La répartition géographique des élèves de l'école de la 2nde chance suscite des interrogations (3 élèves sur 40 pour la CCPR pour 30 de Vienne Condrieu Agglomération). La subvention de VCA s'établit à 30 000 € et la demande d'aide CCPR à 15 000 €. Le Bureau propose une subvention CCPR de 10 000 €.

-Patrick Bediat formule la même remarque que pour le point précédent. Une baisse de subvention par rapport à celle de l'exercice passé non prévue au départ ne peut être que préjudiciable à l'activité de l'association. La CCPR aurait pu réagir plus tôt sur la faible présence d'élèves originaires du Pays Roussillonnais.

Le Conseil Communautaire unanime approuve le vote de la subvention de 10 000 €.

3/ PREVENIR - chantiers éducatifs

La CCPR apporte un appui financier aux chantiers éducatifs de PREVENIR. En 2017 sur 156 jeunes accompagnés dans le cadre des chantiers, 36 étaient originaires de la CCPR. Plusieurs retours sur divers chantiers de PREVENIR ne sont pas très positifs. Les demandes de subvention sont identiques pour VCA et la CCPR : 26 000 € chacune. Le Bureau propose de ramener la subvention CCPR à 20 000 €.

-Patrick Bediat rappelle le travail important et de plus en plus nécessaire à mener en direction des jeunes en difficulté, et ne connaît pas les motifs des retours négatifs sur l'action de PREVENIR. Il rappelle que la subvention CCPR de 26 000€ était affectée au financement d'un poste d'encadrant technique des chantiers et qu'il est difficile de réduire une subvention en fin d'exercice. Il note l'importance d'un travail partenarial entre le demandeur du chantier et PREVENIR.

-Isabelle Dugua expose que le CCAS des Roches de Condrieu n'a jamais eu de reproche à formuler sur les chantiers de PREVENIR.

-Louis Monnet expose que le dernier chantier confié par la commune d'Assieu à PREVENIR a été intégralement réalisé par l'encadrant technique et qu'il n'y avait aucun jeune.

-Dominique Giraud, qui représente la CCPR au conseil d'administration de PREVENIR, regrette de ne pas avoir eu connaissance de ces informations afin de pouvoir en débattre au niveau du CA de l'association.

-Francis Charvet rappelle la nécessité de faire remonter ces différentes informations et les différences de services rendus sur le territoire des 2 EPCI alors que les montants de subventions sont identiques.

Philippe Genty expose avoir demandé l'appui de PREVENIR sur le territoire de Saint Maurice L'Exil et avoir eu pour réponse le fait qu'aucun travail de fond particulier n'y était mené.

Le Conseil Communautaire pour 34 voix pour, 1 contre, 8 abstentions, décide le vote d'une subvention de 20 000€ à PREVENIR.

4/ Œuvres de Saint Joseph - Trait d'Union

L'activité de Trait d'Union en pays roussillonnais s'est améliorée avec l'ouverture par l'association de nouveaux locaux rue de l'Espoir au Péage de Roussillon. Les demandes d'aide financière à VCA et la CCPR (21 000 € chacune) restent identiques alors que le nombre de familles suivies est sensiblement plus important sur VCA. Le Bureau propose de ramener la subvention CCPR de 21 000 € à 18 000 €.

-Dominique Lhermet expose que l'activité de Trait d'Union redémarre avec une fréquentation en hausse depuis son installation dans les locaux de la rue de l'espoir au Péage de Roussillon. Elle propose de conserver le même montant.

- Francis Charvet relève que le niveau de service entre les 2 EPCI concernés est sensiblement différent et justifie l'affectation de montants de subventions différents.

Le Conseil Communautaire par 39 voix pour, 2 contre, 2 abstentions, décide le vote d'une subvention de 18 000€ à l'association des œuvres de St Joseph au titre de l'activité Trait d'Union.

5/ UMIJ

Le Conseil Communautaire unanime décide de maintenir la subvention 2018 à son niveau de 2017 (55 000 € soit un solde de 33 000 € après versement d'un premier acompte de 22 000 €) et d'approuver la convention qui l'accompagne.

6/ APRESS - France Victimes 38

Le Conseil Communautaire unanime décide d'apporter une réponse favorable à la demande de subvention de 33 340 € établie sur la base de 0,63 € / habitant et d'approuver la convention qui l'accompagne.

7/ Centre de soins des Cités : poste médiation santé

Le Conseil Communautaire unanime décide d'apporter une réponse favorable à la demande de subvention de 4 000 € affectée au poste médiation santé financé dans sa quasi-totalité par l'Agence Régionale de Santé.

8/ CRIIRAD

Le Conseil Communautaire unanime décide de suivre la convention triennale avec la CRIIRAD s'achevant en 2018 relative au fonctionnement de la balise de contrôle de la radioactivité du Péage de Roussillon par le vote d'une subvention de 8 500 €.

9/ Agriculture : service de remplacement de Roussillon

Le Conseil Communautaire unanime décide de renouveler la subvention de 3 000 € au groupement d'employeurs gérant le service de remplacement agricole cantonal qui comprend 23 adhérents. Le prix de la journée est de 130 €.

10/ Agriculture : Ecout'Agri 38

Le Conseil Communautaire unanime décide de renouveler la subvention de 500 € à l'association Ecout'Agri 38. En 2017, 27 agriculteurs en grande difficulté ont été accompagnés, ce qui représente 748h d'accompagnement de 14 bénévoles. Robert Duranton précise que le montant de la subvention correspond à la demande formulée, le département de l'Isère apportant une forte aide à l'association.

11/ Foyers scolaires : SEGPA collège Saint Maurice l'Exil

Lors du dernier vote des aides financières de la CCPR aux foyers scolaires, la SEGPA du collège Frédéric Mistral a été omise. Il est proposé de renouveler l'aide traditionnelle de 260 € au foyer scolaire gérant les activités de la SEGPA. Le Conseil Communautaire unanime donne son accord.

12/ Lycée de l'Edit : option théâtre.

Le Conseil Communautaire unanime décide de renouveler pour 2018 la subvention de 1 700 € à l'option théâtre du lycée de l'Edit.

13/ Jeunes Sapeurs-Pompiers.

Le Conseil Communautaire unanime décide de renouveler pour 2018 la subvention de 5 500 € à l'association des jeunes sapeurs-pompiers du Péage de Roussillon.

2 - Révision libre du montant de l'attribution de compensation.

Francis Charvet expose que l'article 1609 nonies C du code général des impôts dispose que le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixées librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées.

La commission locale d'évaluation des charges transférées, dans sa réunion du 17 octobre 2018, propose de revoir l'attribution de compensation de manière :

- A intégrer dans l'attribution de compensation des communes le montant de la DSC antérieurement versée aux communes afin de faciliter la fusion avec le territoire de Beaurepaire au 1^{er} janvier 2019 et ce, à compter du 1^{er} janvier 2019.
- A « rembourser » à compter de 2018 à la commune de Bougé Chambalud la taxe de séjour désormais perçue par l'intercommunalité alors qu'aucune charge d'office de tourisme n'a été

transférée.

- A supprimer l'impact du transfert de la compétence GEMAPI en n'impactant pas l'attribution de compensation au regard des solidarités de territoire.

Il est proposé au Conseil Communautaire d'approuver la révision libre du montant de l'attribution de compensation des communes de la communauté de communes du pays roussillonnais détaillée comme suit :

Année 2018 :

Communes	AC complémentaire (intégration DSC)	AC complémentaire (Taxe de séjour)	Minoration AC (GEMAPI)	Solde 2018
Agnin	0 €	0 €	0 €	0 €
Anjou	0 €	0 €	0 €	0 €
Assieu	0 €	0 €	0 €	0 €
Auberives sur Vazène	0 €	0 €	0 €	0 €
Bougé Chambalud	0 €	36 895 €	0 €	36 895 €
Chanas	0 €	0 €	0 €	0 €
La Chapelle de Surieu	0 €	0 €	0 €	0 €
Cheyssieu	0 €	0 €	0 €	0 €
Clonas sur Varèze	0 €	0 €	0 €	0 €
Le Péage de Roussillon	0 €	0 €	0 €	0 €
Les Roches de Condrieu	0 €	0 €	0 €	0 €
Roussillon	0 €	0 €	0 €	0 €
Sablons	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint Alban du Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint Clair du Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint Maurice l'Exil	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint Prim	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint Romain de Surieu	0 €	0 €	0 €	0 €
Salaise sur Sanne	0 €	0 €	0 €	0 €
Sonnay	0 €	0 €	0 €	0 €
Vernioz	0 €	0 €	0 €	0 €
Ville sous Anjou	0 €	0 €	0 €	0 €
Total	0 €	36 895 €	0 €	36 895 €

Année 2019 et suivantes :

Communes	AC complémentaire (intégration DSC)	AC complémentaire (Taxe de séjour)	Minoration AC (GEMAPI)	Solde 2019
Agnin	136 686 €	0 €	0 €	136 686 €
Anjou	143 917 €	0 €	0 €	143 917 €
Assieu	188 907 €	0 €	0 €	188 907 €
Auberives sur Vazène	186 318 €	0 €	0 €	186 318 €
Bougé Chambalud	174 992 €	18 447 €	0 €	193 439 €
Chanas	226 347 €	0 €	0 €	226 347 €
La Chapelle de Surieu	104 722 €	0 €	0 €	104 722 €
Cheyssieu	140 247 €	0 €	0 €	140 247 €
Clonas sur Varèze	181 337 €	0 €	0 €	181 337 €
Le Péage de Roussillon	723 321 €	0 €	0 €	723 321 €
Les Roches de Condrieu	264 409 €	0 €	0 €	264 409 €
Roussillon	760 007 €	0 €	0 €	760 007 €
Sablons	229 229 €	0 €	0 €	229 229 €
Saint Alban du Rhône	76 750 €	0 €	0 €	76 750 €
Saint Clair du Rhône	277 749 €	0 €	0 €	277 749 €
Saint Maurice l'Exil	384 994 €	0 €	0 €	384 994 €
Saint Prim	157 669 €	0 €	0 €	157 669 €
Saint Romain de Surieu	49 696 €	0 €	0 €	49 696 €
Salaise sur Sanne	178 872 €	0 €	0 €	178 872 €
Sonnay	157 885 €	0 €	0 €	157 885 €
Vernioz	168 169 €	0 €	0 €	168 169 €
Ville sous Anjou	153 791 €	0 €	0 €	153 791 €
Total	5 066 014 €	18 447 €	0 €	5 084 461 €

Au vu de l'évaluation de droit commun du transfert des zones d'activités économiques et de cette modification de l'attribution de compensation des communes de manière libre, l'attribution de compensation finale des communes de la CCPR s'établit donc comme suit :

Année 2018 :

Communes	Attribution de compensation initiale	AC complémentaire (intégration DSC)	AC complémentaire (Taxe de séjour)	Minoration AC (GEMAPI)	Minoration AC (ZAE)	Attribution de compensation 2018
Agnin	21 547 €	0 €	0 €	0 €	0 €	21 547 €
Anjou	-2 623 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-2 623 €
Assieu	-3 685 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-3 685 €
Auberives sur Vazène	65 820 €	0 €	0 €	0 €	0 €	65 820 €
Bougé Chambalud	95 468 €	0 €	36 895 €	0 €	0 €	132 363 €
Chanas	567 896 €	0 €	0 €	0 €	0 €	567 896 €
La Chapelle de Surieu	-4 123 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-4 123 €
Cheyssieu	62 550 €	0 €	0 €	0 €	0 €	62 550 €
Clonas sur Varèze	81 020 €	0 €	0 €	0 €	0 €	81 020 €
Le Péage de Roussillon	1 257 572 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 257 572 €
Les Roches de Condrieu	172 611 €	0 €	0 €	0 €	0 €	172 611 €
Roussillon	2 807 777 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 807 777 €
Sablons	341 926 €	0 €	0 €	0 €	0 €	341 926 €
Saint Alban du Rhône	167 985 €	0 €	0 €	0 €	0 €	167 985 €
Saint Clair du Rhône	2 927 727 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 927 727 €
Saint Maurice l'Exil	3 824 354 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 824 354 €
Saint Prim	18 077 €	0 €	0 €	0 €	0 €	18 077 €
Saint Romain de Surieu	-8 408 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-8 408 €
Salaise sur Sanne	7 220 670 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 220 670 €
Sonnay	99 175 €	0 €	0 €	0 €	0 €	99 175 €
Vernioz	1 613 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 613 €
Ville sous Anjou	9 836 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 836 €
Total	19 724 785 €	0 €	36 895 €	0 €	0 €	19 761 680 €

Année 2019 et suivantes :

Communes	Attribution de compensation initiale	AC complémentaire (intégration DSC)	AC complémentaire (Taxe de séjour)	Minoration AC (GEMAPI)	Minoration AC (ZAE)	Attribution de compensation 2019 et au-delà
Agnin	21 547 €	136 686 €	0 €	0 €	0 €	158 233 €
Anjou	-2 623 €	143 917 €	0 €	0 €	1 902 €	139 392 €
Assieu	-3 685 €	188 907 €	0 €	0 €	0 €	185 222 €
Auberives sur Vazène	65 820 €	186 318 €	0 €	0 €	1 441 €	250 697 €
Bougé Chambalud	95 468 €	174 992 €	18 447 €	0 €	0 €	288 907 €
Chanas	567 896 €	226 347 €	0 €	0 €	0 €	794 243 €
La Chapelle de Surieu	-4 123 €	104 722 €	0 €	0 €	0 €	100 599 €
Cheyssieu	62 550 €	140 247 €	0 €	0 €	0 €	202 797 €
Clonas sur Varèze	81 020 €	181 337 €	0 €	0 €	114 €	262 243 €
Le Péage de Roussillon	1 257 572 €	723 321 €	0 €	0 €	0 €	1 980 893 €
Les Roches de Condrieu	172 611 €	264 409 €	0 €	0 €	0 €	437 020 €
Roussillon	2 807 777 €	760 007 €	0 €	0 €	0 €	3 567 784 €
Sablons	341 926 €	229 229 €	0 €	0 €	0 €	571 155 €
Saint Alban du Rhône	167 985 €	76 750 €	0 €	0 €	0 €	244 735 €
Saint Clair du Rhône	2 927 727 €	277 749 €	0 €	0 €	9 930 €	3 195 546 €
Saint Maurice l'Exil	3 824 354 €	384 994 €	0 €	0 €	2 435 €	4 206 913 €
Saint Prim	18 077 €	157 669 €	0 €	0 €	0 €	175 746 €
Saint Romain de Surieu	-8 408 €	49 696 €	0 €	0 €	0 €	41 288 €
Salaise sur Sanne	7 220 670 €	178 872 €	0 €	0 €	52 827 €	7 346 715 €
Sonnay	99 175 €	157 885 €	0 €	0 €	0 €	257 060 €
Vernioz	1 613 €	168 169 €	0 €	0 €	2 268 €	167 514 €
Ville sous Anjou	9 836 €	153 791 €	0 €	0 €	0 €	163 627 €
Total	19 724 785 €	5 066 014 €	18 447 €	0 €	70 917 €	24 738 330 €

-Sur interrogation de Denis Chambon, il est confirmé que le reversement 2018 à Bougé Chambalud intègre 2 exercices budgétaires.

-Sur question de Patrick Bediat, il est précisé que le montant de l'AC inscrit à compter de 2019 ne pourra être modifié qu'à la suite de nouvelles délibérations du Conseil Communautaire et des conseils municipaux principalement liées à l'évolution des compétences de l'EPCI.

Le Conseil Communautaire unanime approuve la révision libre du montant de l'attribution de compensation des 22 communes de la CCPR qui lui est proposée.

3 - ZIP Salaise/Sablons : convention de reversement de taxes communales sur le foncier bâti.

-Francis Charvet expose que la Région Rhône-Alpes, le Département de l'Isère et la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais ont arrêté en présence du Syndicat Mixte de la Zone industrialo-portuaire de Salaise-Sablons, les principes d'une convention intitulée « Pacte financier » destinée à définir les principes du financement du Syndicat Mixte.

Dans le cadre du pacte financier signé le 20 mai 2015, la CCPR a assuré de 2016 à 2018 inclus, le versement au budget du Syndicat Mixte, de l'équivalent de 90% du montant des produits ou suppléments de produits issus de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties, perçu par les communes de Salaise sur Sanne et Sablons, calculé sur le périmètre de la zone d'Aménagement Concerté, et dans les parcelles au nord de la Zone d'Aménagement Concerté, tels que cartographiés en annexe 1 du pacte financier.

Il est proposé au Conseil Communautaire que la CCPR participe à la signature d'une convention liant le syndicat mixte de la ZIP, les communes de Salaise sur Sanne et Sablons en présence de la CCPR. L'objet de la convention est de prévoir le reversement au profit du Syndicat Mixte par les communes de Salaise et Sablons, de 75% de la TFPB acquittée par les entreprises implantées au sein du périmètre défini.

- La convention est conclue pour une durée permettant de couvrir les dépenses d'investissement réalisées pour la Zone d'Aménagement Concerté par les recettes correspondant aux produits fiscaux redistribués. Sur la base de l'échéancier de réalisation des travaux et des simulations financières disponibles à la signature de la convention, la durée prévisionnelle de la présente convention est de 18 ans (2018-2036). La présente convention pourra expirer avant le terme indiqué ci-dessus ou être prolongée notamment dans la mesure où l'équilibre entre le total des dépenses réelles liées à la réalisation complète des travaux et opérations d'aménagement (voirie, ...) de la Zone d'Aménagement Concertée visés en annexe 3 de la présente convention et les recettes afférentes, i.e. « le point d'équilibre », le justifierait.

Les bases de calcul sont celles du pacte financier. Les tableaux ci-dessous précisent les montants financiers concernés pour les exercices passés :

2016 :

Taxes	Montants	Montant redistribué (90%)	Montant commune (75%)
TFB communale Salaise	34 328,66	30 895,79	25 746,50
TFB communale Sablons	52,65	47,38	39,49
Total	34 381,31	30 943,18	25 785,98
Total reversé au budget du syndicat mixte par la CCPR		30 943,18	

2017 :

Taxes	Montants	Montant redistribué (90%)	Montant commune (75%)
TFB communale Salaise	45 356,21	40 820,59	34 017,16
TFB communale Sablons	108,78	97,90	81,59
Total	45 464,99	40 918,49	34 098,74
Total reversé au budget du syndicat mixte par la CCPR		40 918,49	

Le conseil communautaire est appelé à se prononcer sur l'approbation de cette convention.

-Francis Charvet précise que les conseils municipaux de Salaise et Sablons ont déjà délibéré favorablement sur cette convention. Il note également qu'une question identique sera ultérieurement posée pour les autres zones économiques communautaires.

-Claude Lhermet regrette que la convention ait été soumise au vote du comité syndical d'INSPIRA alors que le Conseil Communautaire de la CCPR ne l'avait pas encore voté.

Il relève également l'incertitude pesant sur les engagements financiers futurs de la CCPR sur la ZIP avec la prise de compétence GEMAPI, les inconnues pesant sur l'implication future du département du fait de la répartition de la compétence économique si l'assemblée départementale se dote d'un Président moins impliqué que le Président actuel sur ce dossier, les incidences financières des mesures qui pourraient être prises à la suite de la dernière enquête publique. La CCPR s'engage à verser 15% d'une somme qu'on ne connaît pas. Claude Lhermet relève l'incertitude sur l'évolution du taux d'imposition de la taxe foncier bâti des 2 communes, tout relèvement de taux impliquant une hausse du reversement communautaire. Il s'interroge également sur l'engagement financier des 2 communes sur ce dossier.

-Francis Charvet constate que si la convention n'est pas respectée, ce sera la CCPR qui sera perdante.

-Gilles Vial observe que des services municipaux de Salaise répondent à des problématiques touchant directement INSPIRA (protection civile, instruction du droit des sols). Les communes de Salaise sur Sanne et Sablons n'ont pas une vocation naturelle, ni l'obligation de se priver volontairement de tout ou partie de leur TFB. La conservation d'une partie de la TFB par la commune est la résultante d'un compromis entre la CCPR et les communes. Salaise tient pleinement son rôle de soutien à l'intercommunalité avec le transfert de toutes ses zones économiques à la CCPR. Gilles Vial note également que le mode de calcul de retour de 75% de la TFB à la CCPR est plus défavorable pour les communes sur INSPIRA que sur les autres zones économiques communautaires. Il espère une large majorité pour le vote de cette convention.

-Roberte Di Bin précise que le conseil municipal de Sablons était opposé au reversement à la CCPR de 90% de la TFB communale d'INSPIRA mais a accepté un reversement de 75% à la condition que ce taux soit applicable aux autres zones économiques communautaires. Elle précise également que ces terrains, au vu des contraintes du PPRI sur la commune de Sablons, auraient pu avoir une destination d'habitat mais la commune a fait le choix d'un classement en zone économique.

-Claude Lhermet précise qu'il ne prendra pas part au vote car il considère qu'il n'a pas les éléments pour voter en connaissance de cause.

Le Conseil Communautaire, par 38 voix pour et 4 abstentions, approuve la convention de reversement des recettes issues de la TFB des communes de Salaise sur Sanne et Sablons pour la zone INSPIRA.

4 - TPR : adhésion à la convention OURA.

Stéphane Spitters expose que le Conseil Communautaire est appelé à autoriser l'adhésion de la CCPR à la démarche OURA.

Depuis plus de dix ans, la démarche OURA ! fédère les autorités organisatrices de transport (AOT) et de mobilité (AOM) volontaires du territoire rhônalpin de la Région dans l'objectif de fluidifier les parcours voyageurs et de leur offrir un bouquet de services de mobilité. Le partenariat OURA ! rassemblait 15 AOT en 2005 puis 25 en 2012. Il s'élargit à nouveau en 2018 avec maintenant 40 autorités organisatrices partenaires de la démarche.

Basée sur l'interopérabilité billettique qui permet des « parcours sans couture » avec un même support de mobilité (la carte OURA !), la démarche OURA ! est avant tout une démarche de service qui vise à favoriser l'intermodalité et l'accès à un bouquet de services complémentaires en matière de tarification, distribution, information voyageur, services de mobilité...

En 2017, plus d'un million de cartes ont été émises sur le territoire régional et vingt-quatre réseaux étaient équipés de systèmes billettiques interopérables. Le site web commun aux partenaires « oura.com » délivre de l'information voyageur sur tout le territoire rhônalpin, et permet aux usagers d'acheter et charger leurs titres de transports en ligne.

Pour mener à bien ce projet, la Communauté OURA ! s'est dotée d'outils mutualisés :

- Une plateforme de tests d'interopérabilité située à Valence
- La Centrale OURA ! : socle billettique commun qui sert de pot commun de données et facilite les échanges entre les systèmes billettiques
- Le site internet oura.com
- Un accompagnement juridico-technique pour la mise en œuvre de l'interopérabilité

La création et l'exploitation de ces outils correspond à plusieurs prestations de fourniture et de service mutualisées qui sont acquises via un groupement de commande coordonné par la Région.

Les coûts sont partagés par les membres de la Communauté OURA ! selon des modalités financières définies dans une convention cadre.

L'adhésion à la communauté OURA! présente une diversité d'intérêts.

- OURA ! constitue un cadre partenarial pour travailler à la coordination des offres et des tarifications avec la Région et les autres AOM

- L'utilisation de la carte OURA ! facilite les déplacements en s'affranchissant des limites de réseaux car elle permet de charger des titres combinés. Elle permet de développer à partir de ce support l'accès à différents services de mobilité (vélo en libre-service, parking relais...) et à terme d'autres services de la vie quotidienne (bibliothèque, piscine...)

- L'intégration des TPR au calculateur d'itinéraire d'oura.com permettra d'offrir une information voyageur performante aux usagers
- Moyennant des pré-requis techniques et conventionnels, les titres de transport TPR pourront être vendus dans la e-boutique d'oura.com ou dans des points de vente multimodaux
- La démarche OÙRA ! peut permettre d'accéder à une démarche d'achat groupé pour équiper le réseau d'un système billettique. Si l'on possède déjà un système billettique ou si l'on prévoit d'en acheter un de manière autonome, la démarche OÙRA ! apporte également un accompagnement pour rendre le système billettique, ancien ou nouveau, interopérable
- L'utilisation des outils existants de la Communauté (la plateforme de tests et la Centrale OÙRA !) sans participation a posteriori à leur financement (pas de dépenses d'investissement).

L'adhésion à la communauté OURA a plusieurs implications :

*** Intégrer la gouvernance OÙRA !**

La Communauté OÙRA ! est organisée autour de plusieurs instances décisionnelles (CODIR, COPIL) et techniques (GTAO, OÙRA Tech, Groupes thématiques). Les modalités de prise de décision sont décrites dans la convention cadre OÙRA !. En devenant membre d'OÙRA !, la CCPR s'engage à participer autant que possible à ces instances.

*** Bénéficier des outils mutualisés et pour ce faire participer à leur financement partagé**

Pour la mise en œuvre de l'interopérabilité, la Communauté a recours à un certain nombre de prestations d'accompagnement :

- une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) juridico-technique
- l'administration billettique de la Centrale OÙRA ! et la gestion des tests sur la plateforme régionale OÙRA !,
- l'hébergement de la Plate-Forme Régionale de tests (PFR) et de la Plate-Forme Locale OÙRA ! installées à Valence (site de Laffemas) et l'hébergement des serveurs de la Centrale OÙRA ! à Villeurbanne (IN2P3)

Le coût prévisionnel de ces prestations mutualisées est d'environ 1.2M€ par an (dépenses de fonctionnement). Le financement de ces prestations est partagé entre les partenaires répartis en 2 collèges : Région-Départements 60% et AOM 40%. Au sein du collège des AOM, la répartition se fait au prorata de la population du ressort territorial (RT) sur la base des données INSEE 2014 et CEREMA 2017 pour les RT. Pour la CCPR, la participation financière annuelle est estimée à 4893.39€.

*** Travailler à la « mise en compatibilité » OÙRA ! du système billettique (interopérabilité)**

La Région et l'AMO OÙRA ! accompagneront la CCPR pour définir un projet de service multimodal sur le territoire (c'est-à-dire les ambitions de la CCPR en matière de coopération avec les autres réseaux, de vente et de SAV...) afin de définir les modalités techniques nécessaires pour rendre ce système interopérable ou le prévoir lors de son acquisition. Cette interopérabilité permettra d'utiliser la carte OÙRA ! sur le réseau TPR (utilisation de clés de sécurité OÙRA !) et d'échanger des données avec la Centrale OÙRA !. Différentes solutions techniques sont possibles ; la mise en œuvre sera à la charge de la CCPR. Dans le cadre d'une démarche d'achat groupé, il est possible de mutualiser les dépenses liées à l'interopérabilité.

Le Conseil Communautaire unanime approuve l'avenant 3 à la Convention cadre OÙRA ! et l'avenant 2 à la Convention de groupement de commandes OÙRA !, deux conventions initialement signées en juillet 2012.

L'approbation de ces avenants entraîne l'approbation des conventions initiales et avenants précédents. Les conventions initiales précisaient les conditions générales de partenariat et d'organisation de la communauté OÙRA ! (services, périmètre territorial, gouvernance, suivi des prestations, répartition du financement,...). L'objet principal de ces derniers avenants est l'ajout des nouveaux partenaires. Ces avenants prolongent la durée des conventions initiales de 5 ans à partir du 1er janvier 2019, soit jusqu'au 1^{er} janvier 2024.

5 - Ouverture des commerces le dimanche sur la commune de Salaise sur Sanne : avis du conseil communautaire.

Roberte Di Bin expose que la loi du 6 août 2015 (n°2015-990) dite « loi Macron » entérine un nouveau régime d'ouverture dominicale des commerces de détails, en prévoyant une augmentation du nombre de dimanches pendant lesquels ces commerces peuvent rester ouverts et donne la possibilité aux maires de fixer ce nombre sur le territoire de leur commune.

Selon les dispositions introduites par la loi et prévues à l'article L.3132-26 du Code du travail, il est désormais prévu que le maire peut accorder des dérogations aux établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, en arrêtant pour chaque commerce de détail, le nombre de dimanches travaillés. Le nombre de dimanches travaillés est fixé dans la limite de douze dimanches par an. La décision du maire intervient après avis du conseil municipal. La liste des dimanches est arrêtée avant le 31 décembre, pour l'année suivante.

La loi du 8 août 2016 (n°2016-1088) dite « loi travail » a introduit la possibilité de modifier dans les mêmes formes la liste de ces dimanches en cours d'année. Cette modification doit intervenir au moins deux mois avant le premier dimanche concerné par ce changement.

Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre. A défaut de délibération dans un délai de deux mois suivant sa saisine, cet avis est réputé favorable.

Par délibération n°2017/174 du 13 décembre 2017, le conseil communautaire a rendu un avis favorable à la demande de la commune de Salaise sur Sanne détaillée comme suit :

- Maintenir à 5 le nombre de dimanches où l'ouverture est possible, pour les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est inférieure à 400 m² de surface de vente, ainsi que pour les commerces du secteur automobile.
- Porter à 8 (5 dimanches + 3 jours fériés) le nombre de dérogations prévues au 1^{er} alinéa de l'article L.3132-26 du Code du Travail où l'ouverture est possible, pour les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure à 400 m² de surface de vente.
- Solliciter le maire afin que sur la commune :
 - Chaque commerce de détail ait les mêmes 5 dimanches d'ouverture quel que soit son seuil au regard de l'article 3 de la loi n°72-657.
 - Chaque commerce du secteur automobile ait les mêmes 5 dimanches d'ouverture.

- Par délibération du 17 septembre 2018, le conseil municipal de Salaise sur Sanne a décidé :

- D'autoriser :
 - 5 dimanches où l'ouverture est possible, pour les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est inférieure à 400 m² de surface de vente, ainsi que les commerces du secteur automobile.
 - 8 dérogations (5 dimanches + 3 jours fériés) prévues au 1^{er} alinéa de l'article L.3132-26 du code du travail où l'ouverture est possible, pour les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure à 400 m² de surface de vente.
- De solliciter Monsieur le Maire afin que sur la commune :
 - Chaque commerce de détail ait les mêmes 5 dimanches d'ouverture quel que soit son seuil au regard de l'article 3 de la loi n°72-657.
 - Chaque commerce du secteur automobile ait les mêmes 5 dimanches d'ouverture.

- Dans sa délibération du 17 septembre 2018, le conseil municipal de Salaise sur Sanne expose par ailleurs que, compte tenu des demandes reçues à ce jour des différentes enseignes (courrier ou consultation internet), il apparaît que la majorité des commerces souhaitent ouvrir les dimanches 13 janvier, 30 juin, 8, 15 et 22 décembre 2019.

En ce qui concerne le secteur automobile, il ressort de la consultation menée par le CNPA (Conseil National des Professionnels de l'Automobile), un consensus pour les 5 dimanches suivants : 20 janvier, 17 mars, 16 juin, 15 septembre et 13 octobre 2019.

Le conseil communautaire est appelé à donner son avis sur la demande ci-dessus présentée par le conseil municipal de Salaise sur Sanne.

-Patrick Bédia rappelle son vote opposé de l'année passée sur cette même question. Il note les difficultés rencontrées pour maintenir une économie de proximité qu'on veut défendre ainsi que la vitalité des marchés ; il relève la disparition de nombreux commerces, les vides et les risques de perte de qualité sur les marchés notamment celui du dimanche à Roussillon.

-Patrick Bédia regrette que la loi donne autorité à la puissance publique pour intervenir sur le code du travail avec le travail du dimanche ; ceci crée une distorsion par rapport aux missions du maire. Il faut réfléchir comment mettre en place des éléments structurants en faveur du commerce de proximité sur le territoire. Il craint que les grandes surfaces ne modifient leur activité en renforçant leur présence sur le pôle alimentaire. Il votera contre la demande de la commune de Salaise.

-Robert Duranton constate le paradoxe entre la volonté de développer le commerce de proximité et les décisions pour une ouverture plus importante des grandes surfaces. Il demande pourquoi ne pas accorder de telles dérogations pour les commerces de moins de 400 m² sur la totalité des communes de la CCPR. Il est rappelé que la CCPR ne peut se prononcer que sur les demandes de ses communes.

-Régis Vialatte distingue la situation du secteur automobile qui ne pose pas de question majeure des autres activités commerciales. Il relève pour ces dernières que les petits commerçants du centre commercial ont, du fait de cette autorisation, l'obligation de travailler 7 jours sur 7. La demande d'ouverture proposée constitue un gros cadeau pour les grandes surfaces commerciales ; or il faut penser à tout le territoire. Il changera son vote par rapport à l'année passée et votera contre la demande présentée.

-Gilles Vial précise que la commune de Salaise n'a pas changé de position par rapport aux années passées. Le passage de 5 à 8 dimanches s'explique par l'évolution législative sur la prise en compte des jours fériés. La demande d'avis du Conseil Communautaire en 2018 pour 2019 est strictement identique à celle de l'année passée.

Gilles Vial relève qu'il serait intéressant de regarder le positionnement des autres EPCI sur cette question; on pourrait constater que d'autres intercommunalités sont beaucoup plus généreuses en matière de dérogations et il convient de ne pas oublier que les risques d'évasion commerciale existent. Il note qu'il serait souhaitable qu'une réglementation unique s'applique en France.

-Olivier Merlin, en réponse à la précédente observation de Robert Duranton, précise qu'il n'a pas reçu de demandes d'ouverture pour la commune de Saint Clair du Rhône et qu'il ne compte pas les solliciter.

-Robert Duranton estime qu'il faut mettre tout le monde sur un pied d'égalité.

-Stéphane Spitters précise qu'il votera contre la demande d'ouverture et rappelle la désertification des commerces de proximité subie par la commune du Péage de Roussillon. Il demande à la CCPR un travail sur le commerce de proximité ; Francis Charvet rappelle le travail de la commission commerce de la CCPR.

Le Conseil Communautaire par 20 voix pour-14 contre-9 abstentions, émet un avis favorable sur la demande présentée par la commune de Salaise sur Sanne.

6 - Zone économique communautaire de la Croix à Vernioz - Acquisition parcelles ZA 105, 128 et 129 - Bail à loyer avec Total.

- Gilles Vial expose que la commune de Vernioz a engagé, par délibération du 17 mai 2016, la procédure d'acquisition des parcelles ZA 105 (3 068 m²) et ZA 107 (2 588 m²) lieu-dit la Terrassière à Vernioz, toutes deux propriété de Madame Agnès Guillot épouse Charreton. Le projet de transaction était conclu sur la base de 6 € le m² soit 33 936 € pour les 5 656 m². La procédure de vente n'est pas arrivée à son terme du fait de la reconnaissance au 1er janvier 2017 de la ZA de la Croix à l'intérieur de laquelle se situent les 2 parcelles concernées comme zone communautaire. Il a été proposé au conseil communautaire d'autoriser l'acquisition par la CCPR des 2 parcelles ZA 105 et 107, propriété de Madame Guillot épouse Charreton, aux conditions arrêtées par la commune de Vernioz soit 33 936 €.

- La transaction n'ayant pu être conclue aux conditions sus-énoncées, les parties se sont de nouveau rapprochées, et ont finalement convenu par un accord verbal, qui sera réitéré par acte authentique, de conclure la vente des parcelles ZA 105 et ZA 128 et 129 issues de la parcelle-mère ZA 107, pour une contenance cadastrale respective de 3068, 1678 et 219 mètres carrés, vendues au prix 6 € hors taxes par mètre carré, soit un prix total de 29 790 euros hors taxes, auquel il convient d'ajouter une indemnité de

libération des terrains payable à M. Lambert par l'acquéreur au prix de 0,79 € par mètre carré vendu, soit au total 3922,35 € hors taxes. Les terrains sont classés au plan local d'urbanisme adopté en juillet 2018 en secteurs AUI. Il s'agit de terrains agricoles actuellement en friche. L'objectif de cette opération consiste à aménager la zone et à l'étendre par des travaux de viabilisation destinés à permettre l'implantation de nouvelles entreprises.

- Lors d'une réunion en date du 9 octobre 2017, l'entreprise Total Marketing France et la CCPR ont poursuivi les pourparlers entamés avec la Commune de Vernioz. Il est prévu qu'une partie de la parcelle n° 107 sera mise à disposition de Total, aux termes d'un bail à loyer à conclure avec celle-ci, pour une durée de 7 ans, contre paiement d'un loyer annuel se montant à 5000 € hors taxes. Le projet permettra l'accueil d'un kit complet de station-service autonome et automatique.

Le secteur concerné est délimité par :

- à l'est, par une voie, antenne de l'artère principale de la zone
- au sud, par un lot de la zone existante
- à l'ouest, par la Route Départementale n°131, route de Vienne
- au nord, par la voie de desserte à la zone reliant la RD131 route de Vienne à la VC, route du Bois Marquis bas.

L'aménagement de ce secteur comprend la réalisation de différents équipements publics et travaux structurels d'aménagement du terrain d'implantation de la station-service. Ces travaux à la charge de la CCPR, d'un montant estimé à 60 000 € HT, seront réalisés en même temps que les travaux de viabilisation de la zone économique.

-En réponse à des questions de Patrick Bediat, il est précisé que Total s'engage à la dépollution du site après usage.

Il est également précisé, en réponse à une question de Robert Duranton, que la TFB revient à la commune de Vernioz (réserve faite d'une convention de reversement à conclure).

Le Conseil Communautaire unanime décide :

- * D'abroger la délibération n° 2017/147 du 8 novembre 2017.
- * De poursuivre le projet d'aménagement et d'extension de la zone communautaire.
- * L'acquisition des parcelles ZA 105, 128 et 129 au prix de 29 790 € hors taxes.
- * De verser une indemnité de libération des terrains d'un montant total de 3922,35 € hors taxes.
- * D'approuver le bail à loyer à conclure avec Total.
- * D'autoriser le Président, et en cas d'absence ou d'empêchement le 1er Vice-Président, à accomplir toute formalité et signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.
- * D'inscrire les dépenses au compte 6015 du budget annexe des zones d'activités économiques communautaires.

7 - Sièges CCPR : travaux d'extension.

7.1/ Permis de construire.

-Vincent Poncin rappelle que le Conseil Communautaire a officialisé le projet d'extension des locaux de la CCPR lors du vote du BP 2018 par l'affectation d'un crédit budgétaire de 1 800 000 €.

Celui-ci prévoit la construction d'un nouveau bâtiment situé dans le prolongement de la partie administrative des locaux techniques. L'extension permettrait la création de 756 m² de surfaces supplémentaires d'espaces administratifs répartis sur 2 niveaux. Ces locaux ont pour vocation d'accueillir la partie technique des services administratifs et de libérer ainsi des espaces dans le bâtiment actuel pour les autres services. Le projet s'accompagne d'une extension de 428 m² des locaux techniques et d'aménagement d'espaces de stationnement.

-André Mondange interroge sur le lieu où siègera le Conseil Communautaire du prochain EPCI et évoque la possibilité d'une salle dans les locaux de la CCPR.

-Francis Charvet rappelle les débats passés il y a une quinzaine d'années sur cette même question. Il indique que la première réunion du futur Conseil Communautaire se tiendra à la salle Nelson Mandela

de Saint Maurice l'Exil et qu'il conviendra au futur Conseil Communautaire de déterminer le lieu de ses réunions.

Le Conseil Communautaire unanime approuve le permis de construire portant extension des locaux du siège de la CCPR.

7.2/ Demande de subvention DETR.

Le Conseil Communautaire unanime, après présentation de Francis Charvet, confirme son approbation sur le projet d'extension des locaux d'extension du siège de la CCPR d'un coût estimatif de 1 442 200 € HT et autorise le dépôt d'une demande de subvention DETR 2019 à un taux de 20% pour une dépense subventionnable plafonnée à 1 000 000 €.

8 - Agriculture : adhésion au pôle agroalimentaire de l'Isère.

Jean-Louis Guerry expose qu'afin de permettre aux agriculteurs de reconquérir de la valeur ajoutée et aux consommateurs de bénéficier de produits locaux, de qualité, le Département de l'Isère, Grenoble-Alpes Métropole et la Chambre d'agriculture ont impulsé en 2016 la création d'un Pôle agro-alimentaire isérois. Depuis, ils ont été rejoints par La Chambre de Métiers, La CCI Grenoble, la CCI Nord-Isère, la Communauté d'Agglomération du Pays Voironnais, la Communauté de Communes Le Grésivaudan et divers acteurs économiques.

Ce pôle a pour objectifs de :

- Développer les filières agroalimentaires locales (viande, produits laitiers, fruits et légumes...).
- Permettre aux agriculteurs isérois de dégager de meilleurs revenus en se rapprochant des entreprises agroalimentaires et des distributeurs de l'Isère.

Le pôle a défini 4 grandes missions pour lesquelles des actions vont être mises en œuvre :

- Mise en réseau (journée annuelle, groupes d'échanges, plateforme collaborative inter-entreprises du pôle),
- Structuration des filières (émergence de projets, accompagnement),
- Promotion (marque agricole et agroalimentaire Is(h)ere, promotion grand public et B to B),
- Ressources (mutualisation, accès aux financements).

Un développeur du pôle agroalimentaire a été recruté en avril 2017 afin de mettre en œuvre ces missions. Concernant l'action autour de la marque Is(h)ere qui repose sur trois promesses de proximité, qualité et juste rémunération, son lancement officiel a eu lieu le 27 juin en préfecture de l'Isère. A ce jour, près de 120 produits fournis par 20 agriculteurs sont agréés dont 3 exploitants du territoire de la Communauté de Communes : Jérôme Jury (agrément pour des fruits : abricot, fraise, cerise, pomme), Denis Chardon (agrément pour des légumes : pomme de terre, carotte, choux, courge), Luc Armanet (agrément pour la fraise).

Une gouvernance va être mise en place avec la création d'un Comité de Pilotage (décide la stratégie du pôle) et d'une association (propose des actions, met en œuvre le plan d'action et la communication du pôle) dans laquelle les professionnels (producteurs, transformateurs, distributeurs) seront partie prenante.

Les collectivités sont sollicitées pour soutenir le pôle et coordonner leurs politiques alimentaires afin de :

- Développer l'approvisionnement local en restauration collective,
- Financer des outils publics et privés.

La cotisation est évaluée à 10 000 €.

Il est proposé au Conseil Communautaire de :

- Valider la demande d'adhésion de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais au pôle-Agro-alimentaire de l'Isère.
- Approuver le montant de la cotisation de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais au Pôle Agro-alimentaire de l'Isère à verser au Département de l'Isère.
- Autoriser Monsieur le Président à accomplir toute formalité et signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération

-Robert Duranton précise que la cotisation de l'ordre de 10 000 € n'est pas annuelle et ne sera payée qu'une seule fois.

-Patrick Bédiaat relève qu'il se crée souvent de tels dispositifs qui deviennent de véritables « usines à gaz » ; il demande si la CCPR aura des représentants et si une évolution des actions menées sera suivie.

-Robert Duranton répond que le pôle a été créé par le Département tout d'abord autour de Grenoble suite aux difficultés rencontrées par les éleveurs et les laitiers. Les décisions seront prises par un COPIL qui regroupe tous les financeurs.

Le pôle fonctionne sur 3 principes : proximité, qualité, équité. Ne peuvent rentrer dans le dispositif que les agriculteurs ayant l'aval d'un comité d'agrément ; il faut être de l'Isère ou de territoires limitrophes.

En réponse à Isabelle Dugua, Robert Duranton précise que la CCTB n'a pas demandé son adhésion.

En réponse aux regrets de Jean-Louis Guerry sur le fait que les consommateurs ne soient pas dans le COPIL, Robert Duranton précise qu'ils sont dans le comité d'agrément.

-Isabelle Dugua formule des interrogations sur les conditions d'agrément des producteurs. Robert Duranton répond qu'il convient de respecter une charte prévoyant notamment une production de 95 à 100 % en Isère et une capacité de fixer un prix raisonnable qui ne soit pas en dessous du prix de revient.

-Denis Chambon revient sur les 3 principes du pôle, demande comment sont définis les critères de qualité. Y-a-t-il un caractère biologique, une charte de qualité des produits ? Qui contrôle ?

-Robert Duranton répond qu'une partie des produits sont bio, qu'une autre partie est proche des lieux de consommation avec des cultures non intensives. Il précise que la commission est présidée par un Vice-Président de la chambre de l'agriculture.

-Denis Chambon relève l'élément positif de ce fonctionnement en circuit court.

-Robert Duranton expose également qu'une partie de la production va directement dans les collèges.

-Marie-Thérèse Lambert précise que la Région a ouvert une centrale d'achat pour les lycées et collectivités afin d'avoir des produits locaux de qualité; de bons retours sont enregistrés.

Le Conseil Communautaire unanime approuve la délibération proposée.

9 - Bourses BAFA Citoyen.

Francis Charvet expose que le dispositif objectif bafa citoyen mis en place à titre expérimental en 2015 répond à plusieurs constats :

- Les structures jeunesse et centres sociaux du territoire ont des difficultés à recruter des jeunes ayant le bafa pour exercer les fonctions d'animateur en centre de loisirs.
- Le coût et la durée du bafa : passer le bafa coûte entre 800 € et 1 000 € ce qui constitue un frein financier pour les jeunes et leur famille. C'est de plus une formation qui nécessite du temps, il faut compter au moins 1 an pour pouvoir réaliser les 3 étapes du bafa (8 jours de théorie, 14 jours de pratique et 6 à 8 jours de perfectionnement ou qualification). Sans accompagnement, de nombreux jeunes abandonnent leur formation en cours de route. Les jeunes et leur famille ont dès lors investi du temps et de l'argent à perte.

Face à ce constat, la CCPR a mis en place le dispositif « objectif bafa citoyens » : la CCPR participe, fonction du quotient familial, au coût du bafa ; en contrepartie le jeune s'engage à réaliser 30h de bénévolat sur une association caritative, sportive, culturelle ou autre, implantée sur le territoire de l'intercommunalité.

Les critères retenus pour pouvoir bénéficier du dispositif :

- Avoir entre 17 et 25 ans.
- Résider sur le périmètre de l'intercommunalité depuis au moins 3 mois.
- Ne bénéficier d'aucun autre dispositif d'insertion type contrat aidé.
- Présenter une lettre de motivation et s'engager à faire 30 heures minimum de bénévolat dans une association et/ou structure partenaire.

L'aide financière apportée par la communauté de communes s'étend de 40 à 70% du coût total du bafa.

L'aide apportée est calculée fonction du quotient familial CAF selon les 3 tranches suivantes :

- QF de 0 à 610 : participation à hauteur de 70% du coût total du bafa.
- QF de 611 à 915 : participation à hauteur de 50% du coût total du bafa.
- QF supérieur à 915 : participation à hauteur de 40% du coût total du bafa.

Le dispositif est ouvert à 15 jeunes par an.

Suite à l'expérimentation mise en place, les sessions sont remplies. Plusieurs jeunes ont été embauchés par les structures enfance jeunesse du territoire. Les motivations sont très variées selon les profils : premier emploi pour financer les études, le permis et/ou une voiture, pour d'autres le bafa est appréhendé comme un « plus » pour leur projet de formation, notamment pour les filières d'aides à la personne.

Le Conseil Communautaire unanime adopte la délibération officialisant la pérennité du dispositif.

10 - Conservatoire du pays roussillonnais : acquisition foncière.

Isabelle Dugua expose que la commune de Roussillon est propriétaire d'une parcelle de 85 m², cadastrée BT 111, située avenue du Lycée et constituant l'entrée actuelle du parking du conservatoire de musique et de danse de la CCPR. Cette parcelle est grevée d'une servitude tous usages au profit d'un propriétaire voisin. Par délibération du 20 septembre 2018, le conseil municipal de Roussillon a accepté la cession de cette parcelle à l'euro symbolique.

Le Conseil Communautaire unanime, dans le cadre du projet de construction de nouveaux locaux du conservatoire avenue du lycée, décide d'acquérir cette parcelle à l'euro symbolique. Francis Charvet adresse ses remerciements à la commune de Roussillon pour les conditions financières de cette cession.

11- Personnel communautaire.

Francis Charvet présente les différents points relatifs au personnel communautaire.

11.1/ Création de postes.

- Le Conseil Communautaire unanime autorise la création des postes suivants pour des agents du conservatoire en place afin de mettre en adéquation leur grade avec la fonction exercée :

- 1 poste d'assistant d'enseignement artistique principal 2^{nde} classe à temps complet
- 1 poste d'assistant d'enseignement artistique principal 2^{nde} classe à temps incomplet 16,5/20^{ème}
- 1 poste d'assistant d'enseignement artistique principal 2^{nde} classe à temps incomplet 14/20^{ème}
- 1 poste d'assistant d'enseignement artistique principal 2^{nde} classe à temps incomplet 12,58/20^{ème}
- 1 poste d'assistant d'enseignement artistique principal 2^{nde} classe à temps incomplet 12/20^{ème}
- 2 postes d'assistant d'enseignement artistique principal 2^{nde} classe à temps incomplet 8,25/20^{ème}
- 1 poste d'assistant d'enseignement artistique principal 2^{nde} classe à temps incomplet 6/20^{ème}
- 2 postes d'assistant d'enseignement artistique principal 2^{nde} classe à temps incomplet 4/20^{ème}

- Le Conseil Communautaire unanime autorise la création des postes suivants pour permettre l'avancement de grades d'agents exerçant les fonctions correspondantes en corrigeant une erreur précédente de création de poste :

- 1 poste de professeur d'enseignement artistique de classe normale à 12/16^{ème}
- 1 poste d'assistant de conservation du patrimoine principal de 2^{nde} classe à temps complet (médiathèque)

- Le Conseil Communautaire unanime autorise la création d'un poste augmentant le temps de travail d'un agent d'entretien auquel des heures libérées par un autre agent ont été transférées :

- 1 poste d'adjoint technique principal 2^{nde} classe à 30,5/35^{ème}

11.2/ Médiation : convention avec le CDG 38.

La loi de modernisation de la justice du 18 novembre 2016 a voulu donner une impulsion particulière à la médiation en la rendant obligatoire, à titre expérimental dans un premier temps, pour certains litiges au nombre desquels ceux opposant les agents à l'administration qui les emploie. Cette expérimentation est mise en œuvre par un décret du 16 février 2018 qui confie la fonction de médiateur aux centres de gestion de la fonction publique.

Le mécanisme reste très souple, les principes de la médiation demeurent notamment celui de la libre volonté des parties d'accepter ou de refuser la médiation. L'obligation est relativement légère tant pour l'agent que pour l'administration. La seule obligation pour l'administration est d'informer ses agents, lorsqu'elle prend des décisions entrant dans le champ de l'expérimentation, qu'ils devront d'abord saisir le centre de gestion de la fonction publique territoriale, comme médiateur, avant de former, le cas échéant, un recours contentieux devant le tribunal administratif. Une fois le médiateur saisi,

l'administration pourra toujours faire savoir que les circonstances de l'affaire lui paraissent rendre inutile une médiation. L'agent lui-même pourra indiquer lors de la saisine du centre de gestion qu'il n'envisage pas une solution amiable. Dans l'un et l'autre cas, il sera mis fin à la médiation. Ainsi, aucune des parties ne sera tenue de s'astreindre à un processus de médiation qu'elle estime vain. Cependant, l'expérience est destinée, et c'est tout son intérêt, à montrer que la médiation est souvent couronnée de succès.

A ce jour, 150 collectivités iséroises représentant un peu plus de 5 000 missions ont adhéré à cette nouvelle mission. Pour les collectivités affiliées au CDG 38 (c'est le cas de la CCPR), cette mission est sans coût supplémentaire car incluse dans la cotisation déjà versée.

Le Conseil Communautaire unanime approuve l'adhésion de la CCPR à la mission expérimentale de médiation préalable obligatoire.

11.3/ Complémentaire santé : participation employeur.

- Par délibération du 14 novembre 2012, le Conseil Communautaire a d'une part approuvé l'adhésion de la CCPR à la convention de participation de protection sociale complémentaire du personnel territorial des collectivités et établissements du centre de gestion de l'Isère et d'autre part fixé les formules retenues par la CCPR ainsi que le montant de ses participations financières. La convention est conclue pour la période 2013-2018, renouvelable 1 an ; elle comprend 2 lots : protection sociale complémentaire ; prévoyance contre les accidents de la vie.

Le point inscrit à l'ordre du jour concerne le montant de la participation employeur pour la protection sociale complémentaire des agents de la CCPR. La participation employeur doit être fixée en valeur et non en pourcentage. La participation employeur arrêtée en 2013 a été calculée sur la base de 50% du coût de la mutuelle.

La forte hausse des mutuelles annoncée pour 2017 avait amené le Conseil Communautaire, dans sa séance du 16 novembre 2016, à relever le montant de sa participation employeur. Le Conseil Communautaire unanime, du fait des hausses de cotisations annoncées pour 2019, adopte une nouvelle délibération relevant comme suit le montant de la participation employeur :

Garantie de Sécurité									
		Célibataire			Famille mono parentale			Famille	
		Prise en charge CCPR	Reste à la charge de l'agent	Famille Mono parentale	Prise en charge CCPR	Reste à la charge de l'agent	Famille	Prise en charge CCPR	Reste à la charge de l'agent
	Célibataire								
<à 32 ans	14,78 €	7,39 €	7,39 €	22,87 €	11,44 €	11,44 €	37,65 €	18,83 €	18,83 €
32 ans à 49 ans	22,87 €	11,44 €	11,44 €	33,43 €	16,72 €	16,72 €	56,29 €	28,15 €	28,15 €
50 ans et plus	30,97 €	15,49 €	15,49 €	45,39 €	22,70 €	22,70 €	76,70 €	38,35 €	38,35 €

Garantie Tranquillité									
		Célibataire			Famille mono parentale			Famille	
		Prise en charge CCPR	Reste à la charge de l'agent	Famille Mono parentale	Prise en charge CCPR	Reste à la charge de l'agent	Famille	Prise en charge CCPR	Reste à la charge de l'agent
	Célibataire								
<à 32 ans	29,56 €	14,78 €	14,78 €	45,03 €	22,52 €	22,52 €	74,25 €	37,13 €	37,13 €
32 ans à 49 ans	41,87 €	20,94 €	20,94 €	62,63 €	31,32 €	31,32 €	104,86 €	52,43 €	52,43 €
50 ans et plus	55,24 €	27,62 €	27,62 €	84,79 €	42,40 €	42,40 €	140,04 €	70,02 €	70,02 €

Garantie Sérénité									
		Célibataire			Famille mono parentale			Famille	
		Prise en charge CCPR	Reste à la charge de l'agent	Famille Mono parentale	Prise en charge CCPR	Reste à la charge de l'agent	Famille	Prise en charge CCPR	Reste à la charge de l'agent
	Célibataire								
<à 32 ans	48,62 €	24,31 €	24,31 €	72,51 €	36,26 €	36,26 €	134,73 €	67,37 €	67,37 €
32 ans à 49 ans	67,57 €	33,79 €	33,79 €	101,35 €	50,68 €	50,68 €	168,92 €	84,46 €	84,46 €
50 ans et plus	83,64 €	41,82 €	41,82 €	132,25 €	66,13 €	66,13 €	215,88 €	107,94 €	107,94 €

		Participation 2013	Participation 2017	Participation 2019
Sérénité Célibataire	<à 32 ans	18,73 €	22,59 €	24,31 €
	32 ans à 49 ans	26,22 €	31,39 €	33,79 €
	50 ans et plus	32,46 €	38,85 €	41,82 €
Sérénité Famille mono parentale	<à 32 ans	28,09 €	33,69 €	36,26 €
	32 ans à 49 ans	39,33 €	47,08 €	50,68 €
	50 ans et plus	51,19 €	61,44 €	66,13 €
Sérénité Famille	<à 32 ans	52,14 €	62,59 €	67,37 €
	32 ans à 49 ans	65,54 €	78,47 €	84,46 €
	50 ans et plus	83,64 €	100,29 €	107,94 €
Tranquillité Célibataire	<à 32 ans	12,93 €	13,88 €	14,78 €
	32 ans à 49 ans	18,40 €	19,71 €	20,94 €
	50 ans et plus	24,24 €	26,05 €	27,62 €
Tranquillité Famille mono parentale	<à 32 ans	19,71 €	21,25 €	22,52 €
	32 ans à 49 ans	27,45 €	29,48 €	31,32 €
	50 ans et plus	37,16 €	39,94 €	42,40 €
Tranquillité Famille	<à 32 ans	32,64 €	34,97 €	37,13 €
	32 ans à 49 ans	45,85 €	49,37 €	52,43 €
	50 ans et plus	61,40 €	66,00 €	70,02 €
Sécurité Célibataire	<à 32 ans	6,52 €	7,02 €	7,39 €
	32 ans à 49 ans	10,04 €	10,77 €	11,44 €
	50 ans et plus	13,55 €	14,57 €	15,49 €
Sécurité Famille mono parentale	<à 32 ans	9,95 €	10,77 €	11,44 €
	32 ans à 49 ans	14,60 €	15,67 €	16,72 €
	50 ans et plus	20,07 €	21,43 €	22,70 €
Sécurité Famille	<à 32 ans	16,47 €	17,79 €	18,83 €
	32 ans à 49 ans	24,64 €	26,57 €	28,15 €
	50 ans et plus	33,62 €	36,17 €	38,35 €

12- Logement social.

12.1/ Garanties d'emprunts.

- Le Conseil Communautaire unanime, après présentation de Stéphane Spitters, décide l'attribution des garanties d'emprunts suivantes :

* Salaise sur Sanne - Habitat Dauphinois - Le Clos des Marronniers - Construction de 10 logements collectifs - Prêt total de 774 978 € et demande de garantie à hauteur de 35% des montants ci-dessous :

- PLUS : 408 408 € sur 40 ans
- PLUS Foncier : 152 975 € sur 50 ans
- PLAI : 145 467 € sur 40 ans
- PLAI Foncier : 68 128 € sur 50 ans

L'autre garant des prêts de l'opération est la commune (65%)

* Roussillon - OPAC 38 - Le Plateau Bel Air 2 - Amélioration de 87 logements - Prêt total de 1 883 156 € et demande de garantie à hauteur de 35% des montants ci-dessous :

- PAM Eco-prêt : 1 218 000 € sur 25 ans
- PAM : 665 156 € sur 25 ans

Les autres garants des prêts de l'opération sont la commune (35%), le Département (15%), la caisse de garantie du logement locatif social (15%)

- Le Conseil Communautaire est appelé à se prononcer sur l'allongement de 2 garanties d'emprunts contractés par l'OPAC 38. L'OPAC 38 souhaite réduire partiellement l'impact de la baisse des loyers imposée par la loi de finances 2018, qui se traduit par une baisse de ressources pour les bailleurs sociaux. La Caisse des Dépôts et Consignations accompagne les bailleurs en proposant différents dispositifs dont la possibilité d'allonger une partie de la dette qu'elle détient. C'est dans ce cadre que l'OPAC 38 sollicite la CCPR afin de délibérer sur l'allongement de 5 ans de deux garanties précédemment accordées. L'OPAC précise que leur demande ne porte que sur des lignes de prêts à échéances inférieures à 25 ans, avec un capital restant dû supérieur à 60 000 €, et pour un allongement limité à 5 ans.

Les garanties concernées correspondent à des opérations d'amélioration sur les Ayencins 1 à Péage de Roussillon (Délibération n°2014/21) et sur Bel Air à Roussillon (Délibération n°2016/79).

Le capital restant dû d'emprunts garantis par la CCPR pour des opérations de logement social s'élève à 10 430 000 €.

12.2/ Subventions de la CCPR.

- Stéphane Spitters présente les dossiers suivants des demandes de subventions à la CCPR :

L'article 4 du PLH en vigueur sur la période 2012-2017 : « aider la production de locatifs réellement abordables réalisés en PLUS et PLAI » prévoyait les modalités d'attributions des participations financières de la CCPR : 3 000 € par logement PLUS et 4 000 € par logement PLAI. Ces aides sont fixées sous la forme de plafonds. Par délibération du 4 mai 2016, le conseil communautaire a ramené les aides financières de la CCPR à un montant calculé sur la base de 3 000 € par logement PLAI et 2 000 € par logement PLUS. Dans sa délibération du 13 décembre 2017, le conseil communautaire a décidé de conserver pour 2018 le dispositif d'aides de la CCPR du PLH.

Il est proposé au conseil communautaire l'attribution d'aides financières de la CCPR pour l'opération ci-dessous sur cette dernière base (3 000 € par logement PLAI et 2 000 € par logement PLUS) :

* Saint Maurice l'Exil - Advivo - Rue Hélène Boucher - Construction de 12 maisons individuelles mitoyennes (achat en VEFA) : 4 T3 et 8 T4 (7 PLUS et 5 PLAI)

Demande de subvention : 29 000 € (7 x 2 000 €) + (5 x 3 000 €)

- L'article 6 du PLH (2012-2017) « réaliser un programme d'accession sociale pour favoriser le programme résidentiel prévoyait une aide communautaire plafonnée à 3 000 € par logement en accession sociale et 4 000 € par logement prêt social location accession (PSLA). Ces montants ont été ramenés en 2016 à 2 000 € par logement en accession sociale et 3 000 € par logement en PSLA. Dans sa délibération du 13 décembre 2017, le conseil communautaire a décidé de conserver pour 2018 le dispositif d'aides de la CCPR du PLH.

Il est proposé au conseil communautaire l'attribution d'aides financières de la CCPR sur la base de 3 000 € par logement en PSLA pour les 2 opérations suivantes :

* Roussillon – SD'ACCESS – Les Rétiasses (35 rue Yves Farges) - Construction de 10 maisons individuelles mitoyennes (achat en VEFA) : 1 T3 et 9 T4 (10 PSLA)

Demande de subvention : 30 000 € (3 000 € x 10)

* Saint Maurice l'Exil – SD'ACCESS – Harmonia (Rue Hélène Boucher) - Construction de 8 maisons individuelles (achat en VEFA) - 8 T4 (8 PSLA)

Demande de subvention : 24 000 € (3 000 € x 8)

-Patrick Bediat rappelle les caractères réglementaire et politique du PLH ; il regrette que la commission n'ait pas plus travaillé sur cette politique du logement d'autant plus que le prochain PLH portera sur un territoire élargi.

-Francis Charvet rappelle qu'il n'y a pas de situation de vide et que les dispositions du PLH ont été prolongées sur l'exercice 2018.

Le Conseil Communautaire unanime approuve les différentes subventions proposées pour la réalisation de logements sociaux.

13- Assainissement.

Francis Charvet présente les différents points relatifs à l'assainissement.

13.1/ Demandes de dégrèvements sur factures émises sur exercice en cours.

Le Conseil Communautaire unanime, après avis favorable du conseil d'exploitation de la régie assainissement dans sa réunion du 18 septembre 2018, approuve les dégrèvements sur factures suivants :

Nom - Prénom	Régie	Conso réelle	Motif fuite	Conso moyenne	Facture initiale	Bordereau et titre	M3 dégrévés ASST 10 %	Montant DGV. TTC 10%
L. B.	Agnin	221	Robinet Extérieur: Inhabitée	0	2018-3269	Rôle 1060/120	171	178,7
S.T. J.	Salaise	81	W-C	39	2018-22642	Rôle 308 PPEC	21	23,56
T.G.	Chanas	74	Groupe Sécurité	43	2018-3868	Rôle 2776/173	16	16,72
L.G.	Anjou	309	Canalisation	146	2018-6553	Rôle 102:96/215	163	170,34
D.A.	St Maurice	1227	Pièces plomberie	143	2018-22477	Rôle 1041 PPEC	1084	1132,78
TOTAL								1522,1

13.2/ Demandes de dégrèvements sur factures émises sur exercices antérieurs.

Le conseil communautaire est appelé à se prononcer sur l'annulation partielle de plusieurs factures émises sur des exercices antérieurs qui ont reçu un avis favorable du conseil d'exploitation de la régie d'assainissement dans ses réunions des 10 avril, 18 septembre, 16 octobre 2018.

Nom - Prénom	Conso réelle	Motif fuite	Conso moyenne	Facture initiale	Bordereau et titre	M3 dégrévés Pollution 5,5%	Pollution TTC 5,5%	M3 dégrévés asst	Asst TTC 10%	MRC TTC 10%	Total dégrèvement TTC
M. J-F	249	Adoucisseur	18	2017-7670		B	3,977	66	68,97	66	84,2
TOTAL										11,25	84,2

La délibération n°2018/092 a validé ce dégrèvement en commettant une erreur sur le montant (11,25 € au lieu de 84,20 €). Il convient donc d'accorder un dégrèvement complémentaire de 72,95 €.

Nom - Prénom	Régie	Conso réelle	Motif fuite	Conso moyenne	Facture initiale	Bordereau et titre	M3 dégrévés ASST 10 %	Montant DGV. TTC 10%
V.L.	Roussillon	230	Canalisation	179	2017-24749	Rôle 106:222/513	51	53,3
T.C.	Chanas	415	Canalisation	127	2017-5065	Rôle 1024:97/232	288	272,45
TOTAL								325,75

Nom - Prénom	Conso réelle	Motif fuite	Conso moyenne	Facture initiale	Bordereau et titre	M3 dégrévés ASST 10 %	Montant DGV. TTC 10%
P.M.	66m3	WC	15m3	2018-14101	Rôle 56:133/286	26m3	27,17 €
S.H.	406m3	Robinet Extérieur	288m3	2018-13326	Rôle 60:134/288	118m3	123,31 €
L.D.	89m3	Pièce de plomberie Raccord	66m3	2018-18005	Rôle 62:135/293	23m3	24,04 €
M.A.	283m3	Canalisation	90m3	2018-2403	Rôle 24:75/169	193m3	201,69 €
M.A.	104m3	Canalisation	57m3	2018-22357	Rôle 302:162/361	47m3	52,73 €
TOTAL						407m3	428,94 €

Le Conseil Communautaire unanime approuve les demandes de dégrèvements proposées.

13.3/ Zonage assainissement eaux usées et eaux pluviales commune de Clonas sur Varèze.

Des modifications ont été apportées aux zonages assainissement eaux usées et eaux pluviales de la commune de Clonas sur Varèze approuvés par délibération du conseil communautaire du 7 mars 2018 suite aux adaptations faites sur le PLU après enquête publique. Le Conseil Communautaire unanime approuve les zonages ainsi modifiés qui ont reçu un avis favorable du conseil d'exploitation de la régie assainissement dans sa réunion du 18 septembre dernier.

13.4/ Zonage assainissement eaux pluviales commune de Vernioz.

Des modifications ont été apportées au zonage assainissement eaux pluviales de la commune de Vernioz approuvé par délibération du conseil communautaire du 8 novembre 2017 suite aux adaptations faites sur le PLU après enquête publique. Le Conseil Communautaire unanime approuve le zonage ainsi

modifié qui a reçu un avis favorable du conseil d'exploitation de la régie assainissement dans sa réunion du 18 septembre dernier.

13.5/ Décision modificative n°3 au budget annexe assainissement.

La CCPR a renégocié un emprunt au capital restant dû de 315 000 € sur 20 ans souscrit en 2012 auprès du crédit mutuel. La Banque Postale a fait une offre mieux disante permettant une économie de l'ordre de 40 000 €.

Après avis favorable du conseil d'exploitation de la régie, le Conseil Communautaire unanime approuve la décision modificative n°3 au budget annexe assainissement portant attribution de 315 000 € de crédits supplémentaires au compte d'investissement 166 tant en dépenses qu'en recettes.

13.6/ Rapport 2017 sur le prix et la qualité du service de la délégation de service public des Roches de Condrieu.

Dans sa réunion du 19 septembre 2018, le conseil communautaire a suivi la présentation du RPQS 2017 de la régie d'assainissement. Le Conseil Communautaire est appelé à se prononcer sur le RPQS 2017 de l'entreprise Cholton délégataire du service public de la commune des Roches de Condrieu.

Le contrat de DSP s'achève le 31 décembre 2019. On y relève les chiffres clés suivants :

Les Abonnés	
Abonnés assainissement collectif au 31/12/17	878 unités
Abonnés assainissement non collectif au 31/12/17	3 unités
Population estimée au 31/12/15	2 061 habitants
Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels	0 unité
Les Volumes	
Volume facturé aux abonnés	86 490 m ³
Volume traité	Sans objet
Le prix de l'eau	
Facture TTC pour 120 m ³	182,20 €
La collecte	
Longueur du réseau	13,877 km
Nombre de déversoirs d'orage	11 unités
Nombre de dessableurs	0 unité
Nombre de postes de relevage	0 unité
Nombre de bassins d'orage	0 unité
Nombre de regards	346 unités
Nombre de grilles et avaloirs	94 nités

Le Conseil Communautaire unanime valide le RQPS 2017 de l'entreprise Cholton dans le cadre de la DSP de la commune des Roches de Condrieu.

14- Mission d'insertion professionnelle des allocataires du RSA - Programme d'actions 2019 : demandes de subventions 2019 au département de l'Isère.

Francis Charvet expose que le Département a lancé un nouvel appel à projets pour les actions d'insertion vers l'emploi en Isère pour la période 2019-2021.

Le département, chef de file de l'action sociale, souhaite renforcer l'efficacité de son dispositif d'accompagnement et adapter plus justement son offre d'insertion aux besoins des allocataires et aux spécificités des territoires. Il propose un programme de 10 fiches actions pour répondre aux objectifs suivants :

- Favoriser l'accès à l'entreprise
- Proposer un accompagnement adapté
- S'investir dans des actions citoyennes
- Soutenir les allocataires dans leurs démarches matérielles
- Permettre aux publics les plus éloignés de passer des étapes vers l'employabilité

La Communauté de Communes du Pays Roussillonnais met en œuvre des projets portés par le service insertion (Agence Locale d'Insertion), qui s'inscrivent dans les priorités départementales. Aussi, plusieurs actions pourraient être présentées par la CCPR dans le cadre de cet appel à projets :

1. Agir pour le rapprochement offre et demande d'emploi : il s'agit d'actionner différents leviers d'intervention pour croiser l'offre et la demande d'emploi en favorisant les rencontres entre chefs d'entreprises et allocataires du RSA et en développant les clauses d'insertion dans les marchés publics
2. Accompagner les allocataires du RSA en parcours emploi renforcé : il s'agit d'offrir un accompagnement individualisé des allocataires pour les aider à formaliser leur projet professionnel
3. Organiser des sorties Mobilité : il s'agit de permettre à des allocataires du RSA et à d'autres publics suivis par les différentes structures d'insertion du territoire de réaliser des sorties en transport en commun. L'objectif est de leur faire élargir leur périmètre de recherche d'emploi en leur montrant que des solutions de mobilité existent. Ces sorties sont également l'occasion de leur faire visiter des centres de formation.
4. Mener des actions collectives pour remobiliser la personne vers l'insertion professionnelle. Il s'agit d'organiser des ateliers sur l'estime de soi (atelier qui suis-je, atelier miroir) mais aussi sur les techniques de recherche d'emplois en ligne (atelier clic-emploi) aux publics en insertion.

Le budget global des actions proposées est de 100 457 € (dont 80 447 € de frais de personnel), il est stable par rapport à l'année 2018. Les montants de subventions seront définis par le Département en fonction de ses critères de sélection et du nombre de dossiers qui seront déposés auprès de ses services. Les demandes de subventions ont été travaillées sur la base des règles des années antérieures et représentent une sollicitation financière auprès du département de 43 500 €.

Le Conseil Communautaire unanime approuve le programme d'actions proposé par le service insertion et la demande de subvention au titre de l'année 2019.

15- Plan local d'éducation aux arts et à la culture : demandes de subvention.

a. Réseau des médiathèques : résidence Laetitia Devernay.

Isabelle Dugua expose que le projet « forme, transformation, déconstruction, reconstruction » s'appuie sur la résidence de l'auteur et illustratrice Laetitia Devernay dans le « Réseau des médiathèques du pays roussillonnais ». Cette résidence s'inscrit dans le programme des actions du Pleac-Plan local d'éducation aux arts et à la culture du pays roussillonnais (2017/2020).

Laëtitia Devernay s'attache à mener une réflexion approfondie sur l'image. Elle écrit ses histoires par le jeu des formes. Grâce à la construction de ses illustrations, l'histoire est racontée sans que les mots soient prononcés. Elle ne cesse de poursuivre ses recherches autour de la forme, du mouvement, du rythme et de la narration muette.

Cette 6^{ème} résidence d'auteur recherche la sensibilisation aux arts et à la culture de tous les publics du territoire du pays roussillonnais (expositions, rencontres, ateliers, lectures, accueil de groupes, dédicaces). De décembre 2018 à mai 2019, Laetitia Devernay rencontrera le public familial des médiathèques, les enfants des écoles et des centres des centres de loisirs de 10 communes : Agnin, Assieu, Auberives sur Varèze, Bougé Chamalud, Chanas, La Chapelle de Surieu, Le Péage de Roussillon, Saint Maurice l'Exil, Saint Romain de Surieu et Sonnay. Ainsi, au fil des années toutes les communes de la CCPR bénéficient de cette action.

Cette action d'un coût de 22 800 € peut prétendre à des subventions :

- DRAC Auvergne-Rhône-Alpes (Action culturelle et territoriale 2019) : 6 000 €
- Région Auvergne Rhône-Alpes (Fiacre) : 4 000 €
- Département de l'Isère (Action culturelle lecture publique 2018) : 5 000 €

Le conseil communautaire est appelé à se prononcer sur ces demandes de subventions.

-Isabelle Dugua précise que le vernissage de l'exposition aura lieu le 14 décembre à 18h30.

-Claude Lhermet précise que, du fait des travaux de rénovation et extension, la médiathèque communautaire n'a pas pu accueillir 2 classes à la fois ce qui a généré des coûts de déplacements supplémentaires.

Le Conseil Communautaire unanime approuve les différentes demandes de subventions proposées.

b. Pays Roussillonnais Tourisme : résidence Fabien Pinaroli.

Isabelle Dugua expose que pour l'année scolaire 2018-2019, le service Pays Roussillonnais Tourisme propose la reconduite du projet de sensibilisation des enfants aux patrimoines du territoire de la CCPR par la découverte d'œuvres singulières d'artistes peintres contemporains menées sur deux sites patrimoniaux sur le territoire : Maurice Der Markarian (1928-2002) à l'église St Nicolas des Roches de Condrieu et Claude Rutault (1941-) à l'église de St Prim, dont la réhabilitation artistique a eu 10 ans en 2017.

Le projet " Trois artistes, deux sites " prévoit une sensibilisation des enfants aux arts et à la culture via une démarche d'observation et d'appropriation artistique de ces deux sites patrimoniaux. Il portera sur la genèse de chacun des projets artistiques, leurs phases préparatoires ainsi que sur la démarche suivie par chacun des artistes. Les enfants se familiariseront avec la pratique artistique grâce aux ateliers et échange animés par Fabien Pinaroli. Le fruit de ces ateliers sera mis en valeur à l'issue du projet par une restitution sous forme d'exposition ouverte au public, à la CCPR. Cette action s'inscrit dans le programme des actions d'éducation artistique du "Plan local d'éducation aux arts et à la culture du Pays Roussillonnais" (2017/2020) et s'adresse à tous les publics du territoire, en particulier, le jeune public, celui du hors temps scolaire aussi parmi lesquels celui des quartiers du Contrat de Ville.

Durant ce projet "Trois artistes, deux sites", de décembre 2018 à mai 2019, Fabien Pinaroli rencontrera les enfants de l'école de Givray à St Maurice l'Exil (classes CP et CE1), celle Joliot Curie de Salaise-sur-Sanne (classes CP et CE1) et un groupe d'adultes de la section artistique du Centre social roussillonnais lors des ateliers de pratique artistique, visite des œuvres et de l'exposition de restitution (calendrier en cours de définition).

Cette action d'un coût de 13 630 € peut prétendre aux subventions suivantes :

- DRAC Auvergne-Rhône-Alpes (Action culturelle et territoriale 2019) : 5 000 €
- Contrat de Ville du Pays Roussillonnais (Appel à projets 2019) : 1 000 €
- Département de l'Isère (Action culturelle et patrimoniale 2019) : 4 000 €

Le conseil communautaire est appelé à se prononcer sur ces demandes de subvention.

-Patrick Bédiat interroge sur les différents niveaux de montants de subventions. Isabelle Dugua précise que celles-ci peuvent notamment varier en fonction des bases et taux subventionnables.

Le Conseil Communautaire unanime approuve les différentes demandes de subventions proposées.

16-Convention de mise à disposition de données numériques par GRDF, concernant les ouvrages de distribution publique de gaz de la communauté de communes du pays roussillonnais.

Francis Charvet expose que le conseil communautaire est appelé à autoriser la signature avec GRDF d'une convention portant sur la mise à disposition de données numériques, communiquées par GRDF, relatives au réseau de distribution de gaz naturel, existant sur les communes de :

- Chanas,
- Le Péage de Roussillon
- Les Roches de Condrieu
- Roussillon
- Sablons
- Saint Clair du Rhône
- Saint Maurice l'exil
- Salaise sur Sanne

Ces données sont communiquées et révisées à titre gracieux. Ces dernières seront utilisées dans le cadre de l'étude préalable TEPOS (Territoire à Energie POSitive) afin d'établir un état des lieux mais aussi d'identifier les capacités du réseau à accueillir le développement des énergies renouvelables. L'étude

des potentiels : potentiel de réduction des consommations d'énergie et de production des énergies renouvelables est en cours de finalisation.

La convention restreint les droits d'usage et de diffusion à la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais et ses communs membres. La transmission de données à un prestataire, intervenant pour le compte de la Communauté de communes ou de ses communes adhérentes, nécessite une information préalable à GRDF et la signature d'une lettre d'engagement par le prestataire.

Sur interrogation de Luc Satre, il est précisé que les données numériques mises à disposition portent sur les linéaires de réseaux (tracés, caractéristiques...).

Le Conseil Communautaire unanime approuve cette convention dont la durée de validité est de 5 ans.

17- Rapport 2017 Territoires 38.

Philippe Genty expose que l'article L.1524-5 du code général des collectivités territoriales dispose que les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements se prononcent sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins 1 fois par an par leurs représentants au conseil d'administration et de surveillance. Philippe Genty représente la CCPR au conseil d'administration de Territoire 38. L'effectif de Territoires 38 s'établit à 20,15 équivalent temps plein dont 11 mis à disposition d'Isère Aménagement. Le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 31 901 €.

Le Conseil Communautaire unanime prend acte du rapport 2017 de Territoires 38.

18- Conventions de servitude avec ENEDIS.

a. ZAE Cos Ducurtil.

Le Conseil Communautaire unanime, après présentation par Francis Charvet, autorise la signature d'une convention de servitudes avec ENEDIS ayant pour objet l'établissement sur les parcelles BR 330 - 332 - 78 rue Anatole France à Roussillon dans une bande de 1 mètre de large d'une canalisation souterraine d'une longueur d'environ 380 mètres ainsi que ses accessoires. La convention est conclue à titre gratuit.

b. ZAE Rhône-Varèze.

Le Conseil Communautaire unanime, après présentation par Francis Charvet, autorise la signature d'une convention de servitudes avec ENEDIS ayant pour objet l'établissement sur les parcelles AC 975 - 976 les Grandes Craies à Saint Maurice l'Exil dans une bande de 1 mètre de large d'une canalisation souterraine d'une longueur d'environ 91 mètres ainsi que ses accessoires. La convention est conclue à titre gratuit.

19- Décisions prises par délégation.

Par délibération du 7 mai 2014, le Conseil Communautaire a donné diverses délégations au Président conformément aux articles L.2122-23 et L.5211-2 du code général des collectivités territoriales. Francis Charvet rend compte des décisions prises dans le cadre de cette délégation :

- Avenant n°1 - MAPA-2017-07 – Mission de maîtrise d'œuvre pour les travaux d'extension de la salle de danse du Conservatoire de Roussillon

Il est conclu un avenant n°1 avec le groupement EAD/3D Ingénierie/EDIFIS/COTIB/ORFEA afin de fixer le coût prévisionnel des travaux et d'arrêter le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre. Soit un coût prévisionnel des travaux arrêté à 1 212 000€ HT à l'issue de la phase APD, suite aux modifications de programme demandées par le maître d'ouvrage (modifications du foncier et de l'implantation du bâtiment).

Soit conformément à l'article 4 de l'acte d'engagement, la rémunération du maître d'œuvre est arrêtée à 96 354€ HT.

Cet avenant a un impact financier à hauteur de 51.5% sur le montant initial du marché.

- Attribution - MAPA-2018-04 – Travaux de rénovation à l'espace aquatique AQUALONE – Espace Fitness et Espace Balnéo

LOT 1 DEMOLITIONS – GROS ŒUVRE : Oliveira – 13 822.90€ HT/16 587.48€ TTC

LOT 2 MENUISERIES INTERIEURES – FAUX PLAFONDS – PEINTURE : Dic – 12 168.12€ HT/14 601.74€ TTC

LOT 3 CARRELAGE – FAIENCES : Infructueux

LOT 4 CHAUFFAGE – RAFRAICHISSEMENT – VMC – PLOMBERIE : Lopez plomberie – 64 910€ HT/77 892.00€ TTC

LOT 5 ELECTRICITE – CF: Volozan Electricité – Offre de base 12 913€ HT/15 495.60€ TTC – Variante 1 éclairage : 3081.00€ HT/ 3697.20€ TTC – Variante 2 : 1130€ HT/1356.00€ TTC.

LOT 6 HAMMAM – SPA: Aquareal – Offre de base 59 000€ HT/70 800€ TTC – Variante 1 Chromothérapie Ciel 1590€ HT/1908.00€ TTC – Variante 3 Hauts Parleurs 240€ HT/288€ TTC.

L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service.

- Attribution - MAPA-2018-04 – Travaux de rénovation à l'espace aquatique AQUALONE – Espace Fitness et Espace Balnéo

LOT 3 CARRELAGE - FAIENCES : NBTP – 66 737.70€ HT/80 085.24€ TTC

L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service.

- Avenant n°6 – AO-2012-04 Marché d'assurances - Lot 4 Flotte automobile et risques annexes

Il est conclu un avenant n°6 de régularisation de la flotte automobile avec la société SMACL pour un montant de + 291.15€ TTC.

Cet avenant a un impact financier à hauteur de + 7.03% sur le montant initial du marché.

- MAPA-2018-05 – Mission de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement de la RD4 route de Sablons sur les communes du Péage de Roussillon et Roussillon

Il est conclu un marché de maîtrise d'œuvre pour les travaux d'aménagement de la RD4 route de Sablons sur les communes du Péage de Roussillon et Roussillon avec 3D Infrastructure pour un montant de 34 235.00€ HT/41 082.00€ TTC. La notification du marché vaut ordre de service de démarrage des études d'avant-projet et projet de la tranche ferme (section A) qui prescrira de les commencer. Les missions suivantes de la TF seront notifiées par ordre de service. Le démarrage des études des tranches TC1 et TC2 (sections B et C) sera notifié par ordre de service.

- MAPA-2018-06 – Remplacement de la passerelle sur la Varèze entre ASSIEU et VERNIOZ

Il est conclu un marché pour des travaux de remplacement de la passerelle sur la Varèze entre Assieu et Vernioz pour un montant de 259 958,80 € HT / 311 950.56€ TTC.

L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Avenant n°2 – AO-2012-04 - Marché d'assurances, Lot 3 Responsabilité Civile, conclu avec la société PARIS NORD ASSURANCE

Il est conclu un avenant n°2 d'un montant de 5 064.99€ TTC avec PARIS NORD ASSURANCE, afin de prendre en considération la régularisation de la prime provisionnelle 2017 au regard de la déclaration de la masse salariale 2017. Le taux applicable reste identique à celui conclu lors de l'avenant n°1.

Cet avenant a un impact financier à hauteur de 14.5% sur le montant initial du marché.

- Avenant n°1 - MAPA-2017-02 –Rénovation du stade Frédéric Mistral - Lot 1 Terrains de sports

Il est conclu un avenant n°1 d'un montant de 56 941.62€ HT avec LAQUET pour des modifications apportées aux travaux initiaux.

Cet avenant a un impact financier à hauteur de 3.42% sur le montant initial du marché.

- Avenant n°1 - MAPA-2017-15 – Mission de maîtrise d'œuvre pour l'extension des locaux des services techniques de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais

Il est conclu un avenant n°1 avec le groupement Devigne Docks Architecture Vienne/3D Ingénierie/Energies et fluides/EDIFIS/DBVIB afin de fixer le coût prévisionnel des travaux et d'arrêter le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre.

Soit un coût prévisionnel des travaux arrêté à 1 379 000€ HT à l'issue de l'avant-projet définitif (APD). Soit conformément à l'article 4 de l'acte d'engagement, la rémunération du maître d'œuvre est arrêtée à 99 722.20€ HT

Cet avenant a un impact financier à hauteur de 42.89% sur le montant initial du marché.

- Attribution MAPA2018-41 - Etude d'opportunité et de faisabilité d'un parc de loisirs multi-activités.
Il est conclu un marché pour Etude d'opportunité et de faisabilité d'un parc de loisirs multi-activités avec le groupement SYSTEM D/DELSOL AVOCATS pour un montant de 40 700€ HT/ 48 840€ TTC.
L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service.

- Avenant – Contrats d'assurances Flotte automobile – marchandises transportées – navigation de plaisance - Automission

Il est conclu un avenant de transfert des contrats d'assurances Flotte automobile – marchandises transportées – navigation de plaisance – Automission conclu par le SYRIPEL avec GROUPAMA au profit de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais pour ce qui concerne la gestion du PORT DE PLAISANCE.

Cet avenant n'a pas d'impact financier sur le montant initial du marché.

- Avenant – Contrats d'assurances responsabilité civile et protection juridique – responsabilité civile atteinte à l'environnement

Il est conclu un avenant de transfert des contrats d'assurances responsabilité civile et protection juridique – responsabilité civile atteinte à l'environnement conclus par le SYRIPEL avec GROUPAMA au profit de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais pour ce qui concerne la gestion du PORT DE PLAISANCE.

Cet avenant n'a pas d'impact financier sur le montant initial du marché.

- Avenant n°2 - MAPA-2017-01 Travaux d'extension et de réaménagement de la médiathèque de Saint-Maurice l'Exil - Lot 12 : Chauffage-Ventilation-Plomberie – Installation de clapets coupe-feu pour un montant de 1 401.46 € HT

- Avenant n°1 - AO-204-03 - Exploitation d'un réseau de transport sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais

Il est conclu un avenant n°1 d'un montant de 195 000€ HT avec les courriers Rhodaniens afin de prendre en compte l'évolution des kilométrages parcourus concernant les prestations des TAD. Ainsi le montant prévisionnel des TAD est augmenté comme suit :

Moyenne estimée : 15 000€ HT par mois.

Soit à partir du 1er juin 2018 et jusqu'à la fin du marché au 30 Juin 2019 :

13 mois X 15 000€ HT = 195 000€ HT.

Cet avenant a un impact financier à hauteur de 6.42% sur le montant initial du marché.

- Avenants - MAPA-2017-01 Travaux d'extension et d'aménagement de la médiathèque de Saint Maurice l'Exil

Les présents avenants ont pour objet la prise en compte de modifications apportées aux travaux initiaux, ainsi que la création de prix supplémentaires.

LOT 3 CHARPENTE BOIS – COUVERTURE ET BARDAGE CUIVRE

Il est conclu un avenant n°1 d'un montant de 582.61€ HT avec VAGANAY SAS pour des modifications apportées aux travaux initiaux, ainsi que la création de prix supplémentaires.

Cet avenant a un impact financier à hauteur de 0.23% sur le montant initial du marché.

LOT 4 MENUISERIE EXTERIEURE – METALLERIE

Il est conclu un avenant n°1 d'un montant de 5 180€ HT avec PLASTALVER pour des modifications apportées aux travaux initiaux, ainsi que la création de prix supplémentaires.

Cet avenant a un impact financier à hauteur de 1.81% sur le montant initial du marché.

LOT 6 MENUISERIE INTERIEURE BOIS

Il est conclu un avenant n°1 d'un montant de 1 631.94€ HT avec CHAUTANT SARL pour des modifications apportées aux travaux initiaux, ainsi que la création de prix supplémentaires.

Cet avenant a un impact financier à hauteur de 1.81% sur le montant initial du marché.

LOT 7 PLATERIE PEINTURE FAUX PLAFONDS

Il est conclu un avenant n°1 d'un montant de – 1 142.18€ HT avec AUBONNET ET FILS pour des modifications apportées aux travaux initiaux, ainsi que la création de prix supplémentaires.
Cet avenant a un impact financier à hauteur de – 0.45% sur le montant initial du marché.

LOT 8 REVETEMENT SOL SOUPLE

Il est conclu un avenant n°1 d'un montant de 2 046.72€ HT avec GANON SAS pour des modifications apportées aux travaux initiaux, ainsi que la création de prix supplémentaires.
Cet avenant a un impact financier à hauteur de 3.86% sur le montant initial du marché.

LOT 9 CARRELAGE- FAIENCE

Il est conclu un avenant n°1 d'un montant de – 7 295.85€ HT avec SIAUX pour des modifications apportées aux travaux initiaux, ainsi que la création de prix supplémentaires.
Cet avenant a un impact financier à hauteur de – 23.1% sur le montant initial du marché.

LOT 11 ELECTRICITE COURANTS FORTS ET COURANTS FAIBLES

Il est conclu un avenant n°2 d'un montant de 7 094.93€ HT avec GED pour des modifications apportées aux travaux initiaux, ainsi que la création de prix supplémentaires.
Cet avenant a un impact financier à hauteur de 8.12% sur le montant initial du marché.

LOT 12 CHAUFFAGE –VENTILATION-PLOMBERIE

Il est conclu un avenant n°3 d'un montant de 3 129.50€ HT avec ENTREPRISE SALLEE pour des modifications apportées aux travaux initiaux, ainsi que la création de prix supplémentaires.
Cet avenant a un impact financier à hauteur de 2.60% sur le montant initial du marché.

- Avenant – Contrats d'assurances dommages aux biens

Il est conclu un avenant de transfert des contrats d'assurances dommages aux biens conclus par le SYRIPEL avec SMACL au profit de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais pour ce qui concerne la gestion du PORT DE PLAISANCE.
Cet avenant n'a pas d'impact financier sur le montant initial du marché.

- MAPA-2018-07 – Renouvellement de la station d'épuration d'Auberives sur Varèze et des réseaux d'amenée et de rejet d'effluents

Il est conclu un marché pour les travaux de Renouvellement de la station d'épuration d'Auberives sur Varèze et des réseaux d'amenée et de rejet d'effluents :

Lot 1 Station d'épuration

Groupeement Hydrea/Rivasi BTP/EAD – offre de base 2 243 670 et variante obligatoire 20 700€ HT

Lot 2 Réseaux

FAURIE – 283 797€ HT

L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service.

L'ordre du jour épuisé Francis Charvet clôt la séance du Conseil Communautaire.

Le Président
F. CHARVET